TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 200 du 19 juin 2020

Pays Nordiques

	Suède	Danemark	Norvège	Finlande	Islande
Nombre de cas	56 043	12 391	8 706	7 133	1 819
Cas/10 000 hab	54,78	22,13	16,12	12,97	50,53
Nombre de décès	5 053	600	244	326	10
Décès/10 000 hab	4,13	1,07	0,45	0,59	0,28
Décès/cas	9,02%	4,84%	2,80%	4,57%	0,55%

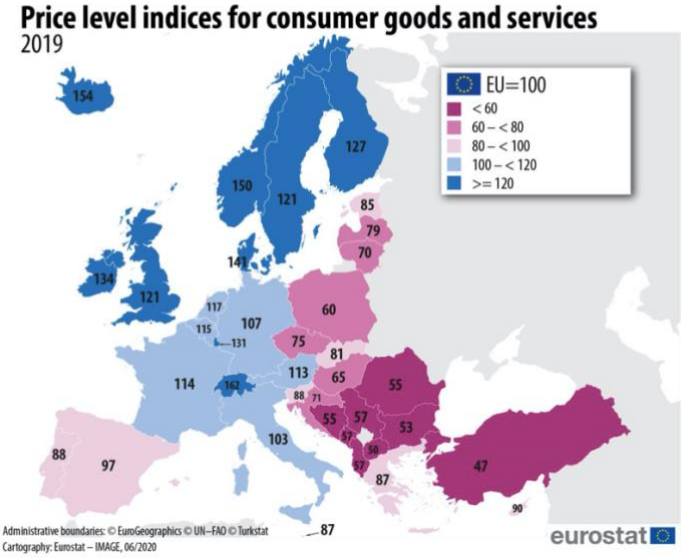
Chiffres du 19 juin 2020 à 18 h

Les pays nordiques devraient connaître une chute de la croissance moins importante que la moyenne de l'OCDE (-7,5%) **et de la Zone Euro** (-9,1%), sauf en Finlande (-7,9%) et en Islande (-9,9%), si la pandémie ne reprend pas à l'automne 2020. Les prévisions de croissance s'établissent en effet à -5,8% au Danemark, -6% en Norvège et -6,7% en Suède. **La reprise devrait en revanche être plus lente dans les pays nordiques** que dans les autres pays de l'OCDE (+4,8%) et de la Zone Euro (+6,5%) : +1,7% en Suède, +3,7% au Danemark et en Finlande, +4,6% en Islande et +4,7% en Norvège.

Évolution de la croissance sans reprise de la pandémie à l'automne 2020

	2020	2021
Suède	-6,7%	+1,7%
Danemark	-5,8%	+3,7%
Finlande	-7,9%	+3,7%
Islande	-9,9%	+4,6%
Norvège	-6,0%	+4,7%
OCDE	**-7,5%**	**+4,8%**
Zone Euro	**-9,1%**	**+6,5%**

Le Danemark, la Finlande et la Suède sont parmi les pays les plus chers de l'UE, selon Eurostat. L'indice des prix à la consommation en 2019 au Danemark (pays le plus cher de la zone) atteint 141% de la moyenne des 27 États membres de l'UE. La Finlande se classe 4ème avec 127% et la Suède 5ème avec 121%. Non membres de l'UE, la Norvège et l'Islande, révèlent des indices de prix encore supérieurs, à 150 et 157% respectivement.



Danemark

Accord sur les dispositifs d'aide. L'accord adopté par le Parlement danois comporte notamment :
- la suppression du régime général de prise en charge des coûts fixes le 8 juillet et l'introduction d'un nouveau régime (jusqu'au 31 août) pour les entreprises toujours concernées par des restrictions ;
- la prolongation du régime de compensation salariale (chômage partiel) pour les indépendants jusqu'au 8 août ;

- l'allongement de la période d'indemnisation du chômage de deux mois supplémentaires (en plus des deux ans prévus par la loi et des quatre mois supplémentaires déjà accordés) ;
- le droit à l'allocation chômage pour les indépendants, sans adhésion préalable à une caisse de chômage (sous certaines conditions) ;
- la prorogation jusqu'à fin 2020 de l'octroi de prêts garantis par l'Etat pour les entreprises ;
- l'extension des délais de paiement de différents impôts et taxes (TVA, *A-skat*, *AM-bidrag*).

Adoption de mesures destinées à relancer la consommation et l'économie. Les autorités danoises ont décidé de débloquer par anticipation trois semaines d'indemnités de congés (normalement gelées sur un fonds jusqu'à l'âge de la retraite), soit 60 Mds DKK (8 Mds€) avant impôts, ou en moyenne 2 000€ nets par salarié (soit l'équivalent au total -après impôts- de 1,5% du PIB). Les bénéficiaires de prestations publiques, tels que les retraités, les étudiants ou les bénéficiaires de l'aide sociale *Kontanthjælp* recevront, quant à eux, une prime de 1 000 DKK (130€) défiscalisée, représentant un coût total de 1,8 Md DKK (241 M€) pour l'Etat. L'argent destiné aux salariés et béneficiaires d'aides sociales devrait être versé au mois d'octobre. Selon Danske Bank, ce paquet d'aides devrait renforcer la croissance de manière significative en 2020 et 2021, même si seulement la moitié des sommes est susceptible d'être dépensée à court terme.

Plusieurs mesures adoptées pour aider les entreprises exportatrices. La principale mesure est la mise en place d'un fonds public de 10 Mds DKK (1,3 Md€), qui pourra contribuer à recapitaliser les grandes entreprises d'importance vitale ayant épuisé toutes les autres possibilités de financement. En outre, 500 M DKK (67 M€) sont allouées à un paquet export global qui renforcera, entre autres, les *teams de relance* et la taskforce sur l'export. Par ailleurs, un fonds de relance de 3 Mds DKK (402 M€) sera mis en place sous les auspices du Fonds de croissance (*Vækstfonden*) pour assurer la solvabilité des sociétés normalement en bonne santé (notamment les PME, startups…), qui ont besoin d'investissement de moyen terme pour sortir de la crise.

Danske Bank va lancer très prochainement une réorganisation interne qui changera fondamentalement le fonctionnement de la banque. Leader dans le développement numérique, Danske Bank reste une banque historiquement traditionnelle et hiérarchisée. Le nouveau modèle devrait s'inspirer des grandes banques néerlandaises ING et ABN Amro, elles-mêmes influencées par le modèle de l'entreprise suédoise Spotify. Jusqu'à présent, les tâches internes sont réalisées dans des unités distinctes et étroitement contrôlées par la direction. A l'avenir, les missions seront davantage déléguées à des unités (ou équipes en mode projet) composées d'employés aux compétences variées. Cette réorganisation a le soutien des syndicats qui voient en ce modèle la possibilité d'augmenter l'autonomie, la responsabilité et l'engagement des employés. Cette nouvelle stratégie de développement pourrait affecter jusqu'à 5 000 employés.

Selon une enquête de satisfaction auprès de clients fortunés au Danemark, Jyske Bank figure en tête de classement (Voxmeter) des meilleures banques. C'est la cinquième année consécutive que la banque est élue meilleure banque auprès des grands comptes du pays. Viennent ensuite dans le classement Nykredit Bank, Spar Nord, Danske Bank (à la 4ème place), Sydbank et Nordea. Pour son enquête, Voxmeter a interrogé un échantillon de clients fortunés à propos des conseils, des produits, du service et des délais de réponse de leur banque. Danske Bank enregistre la progression la plus importante par rapport à 2019, avec des clients satisfaits de ses conseils et produits, tandis que la « mauvaise » image de la banque -en partie à cause de l'affaire de blanchiment d'argent- tend à s'estomper.

Finlande

Les feuilles de route sectorielles pour la neutralité carbone ont été publiées. Au total, 13 secteurs, dont les industries technologique, chimique, bois-papier et énergétique ont publié leur feuille de route sectorielle pour la neutralité carbone début juin. Ce travail, initié en septembre 2019, vise à présenter les objectifs de réductions d'émissions sectorielles d'ici 2035 et les mesures nécessaires pour y arriver. Il participe à la contribution de ces secteurs à l'atteinte de l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2035 que s'est fixé le gouvernement finlandais en 2019. Actuellement, le total des émissions finlandaises s'élève à 56 Mt, et les puits de carbone forestier à 21 Mt. Ces derniers sont un élément essentiel de la stratégie climatique finlandaise, dont le maintien est un enjeu à la fois économique et environnemental. L'objectif de réduction des émissions est d'environ 35 Mt à l'horizon 2035. Parmi les mesures, on peut citer l'électrification des processus et des biens d'équipement, l'amélioration de l'efficacité énergétique et de l'utilisation de matériaux, l'économie circulaire et l'introduction de solutions numériques.

La convention collective du secteur des communes a été adoptée. Syndicats du patronat et des employés se sont accordés sur une hausse des salaires équivalente au niveau général des accords négociés dans les autres secteurs. Cet accord sera valide sur une durée de 23 mois (d'avril 2020 à février 2022) et permettra des augmentations de salaire en deux temps. Une première augmentation générale aura lieu le 1er août 2020 (+1,22%) puis une seconde le 1er avril 2021 (+1%), à laquelle s'ajoute une hausse de 0,8%, calculée sur la base de la masse salariale de chaque secteur. La convention collective prévoit également la suppression d'heures supplémentaires non rémunérées mises en place dans le cadre du Pacte de compétitivité de 2016. L'accord a finalement été obtenu plus rapidement que prévu, alors que les revendications des aides-soignantes et des infirmières en particulier promettaient des discussions difficiles. Au total, ce

sont quelques 420 000 employés qui sont concernés par cet accord, parmi lesquels les enseignants, les médecins, les infirmières et les travailleurs sociaux.

L'économie finlandaise a été relativement peu impactée par la crise du Covid-19 durant le 1er trimestre mais sa dégradation est annoncée dans un climat d'incertitude. L'économie finlandaise a assez bien résisté aux effets de la crise du Covid-19 durant le 1er trimestre 2020. Elle pourrait connaitre une chute du PIB de 6 à 7% sur l'année 2020, soit la plus importante chute depuis 2009 (-8,1%). Le déficit public dépasserait 8,2% du PIB et la dette publique s'élèverait à 71,3%. Avant la crise, la Finlande avait pu réduire son déficit public à 1,1% du PIB et la dette publique à 59,4%. En outre, les exportations chuteraient de 14 à 16% et le taux de chômage, de 6,7% en 2019, remonterait à 8,5 ou 9%.

Islande

L'Islande rouvre progressivement ses frontières. Depuis le 15 juin, les ressortissants de l'espace Schengen ne souhaitant pas subir de quarantaine à leur arrivée en Islande peuvent choisir d'être testés immédiatement à l'aéroport de Keflavik et sont invités à télécharger l'application de traçage Rakning C-19. Des dispositions similaires ont été mises en place à Sedisfjordur à l'arrivée du ferry reliant l'Islande au Danemark. Du 15 au 30 juin inclus, le coût des tests sera à la charge du gouvernement islandais. A partir du 1er juillet, les voyageurs devront s'en acquitter pour un montant d'environ 100€ (15 000 ISK). Le gouvernement souhaite rouvrir les frontières extérieures de Schengen à partir du 1er juillet. Icelandair a repris ses vols vers Paris CDG depuis le 16 juin, à raison de 4 rotations par semaine (puis 8 rotations par semaine à partir du 1er juillet). Transavia a annoncé la reprise de ses vols vers l'Islande le 26 juin à partir d'Orly et le 29 juin à partir de Nantes.

Un projet de loi a été soumis au Parlement afin de soutenir les primo-accédants à la propriété. L'État prêterait 20% du coût de l'achat du premier bien immobilier pour les personnes à faible revenus. Ces prêts à taux 0% pourraient n'être remboursés qu'après une période de 25 ans. L'État récupérerait le montant du prêt en une seule fois, lors de la vente de la propriété ou lorsque le revenu du débiteur dépasserait pendant trois années consécutives la limite fixée pour les faibles revenus. Ce projet fait partie des engagements annoncés en avril 2019 par le gouvernement dans le cadre des négociations collectives afin d'améliorer le niveau de vie des personnes les moins aisées. 4 Mds ISK (25,8 M€) par an seraient investis pour ce projet.

L'Islande est le pays le plus pacifique du monde pour la 13e année consécutive selon l'Institute for Economics & Peace. La Nouvelle-Zélande arrive en deuxième position devant le Portugal. 23 indicateurs qualitatifs et quantitatifs ont été utilisés pour évaluer le degré de pacifisme des pays dans 3 domaines : la sécurité générale, les différends nationaux et internationaux et la militarisation.

Norvège

Le 3 juin, les prix de l'électricité ont atteint un niveau historiquement bas, à 1,53 øre/kWh. Le niveau élevé des réserves après l'hiver, combiné à des conditions météorologiques clémentes et à une faible demande en raison du contexte pandémique peuvent expliquer la situation. Profitant de prix plus élevés à l'étranger, les producteurs d'électricité ont largement exporté leur production au mois de mai. Les cours de l'électricité devraient de nouveau augmenter au second semestre.

Le créneau aérien Evenes-Bodø sera attribué au terme d'un appel d'offre expirant le 10 août. C'est ce qu'a annoncé le ministre des Transports, Knut Arild Hareide, invitant les compagnies européennes à soumettre une offre. La desserte n'est plus assurée depuis que la compagnie Widerøe a décidé en 2019 de supprimer cette liaison pour des raisons économiques.

Le secteur pétrolier a revu ses prévisions d'investissements à la baisse suite à la crise du coronavirus. Ils devraient passer de 185 à 180 Mds NOK (17,1 à 16,7 Mds€) en 2020, puis de 152 à 145 Mds (14,1 à 13,4 Mds€) en 2021. Selon SSB (bureau central des statistiques norvégiennes), l'adoption éventuelle d'un paquet de soutien au secteur pourrait inverser la tendance. Après une baisse entre 2014 et 2017, les investissements étaient repartis à la hausse pour atteindre 177 Mds NOK (16,38 Mds€) en 2019.

Le Fonds pétrolier a présenté un bilan de son activité de placements immobiliers dix ans après les premiers investissements dans ce secteur. A l'origine, 5% de la valeur du fonds devait y être consacrée, soit 140 Mds NOK (17 Mds€). Actuellement, ces investissements représentent 273 Mds NOK (25,3 Mds€). Avec un rendement de 7,7% en moyenne, ils ont été plus rentables que prévu, affirme Yngve Slyngstad, directeur sortant du fonds souverain. Le Fonds pétrolier détient de fait l'un des portefeuilles immobiliers les plus grands du monde parmi les investisseurs institutionnels.

Le gouvernement et l'opposition ont trouvé un accord sur le paquet d'aide au secteur pétrolier le 8 juin. Il s'agit principalement de l'élargissement de 20 à 24% de l'*uplift* (perte de recettes fiscales de 8 Mds NOK sur deux ans, 760 M€) et du paiement différé de l'impôt sur les sociétés pétrolières (100 Mds NOK de recettes fiscales différées, 9,5 Mds€). L'accord prévoit également l'élaboration d'un plan de réduction des émissions de CO_2 dans le secteur (-50% en 2030). Cet accord a été soumis au Parlement le 11 juin.

L'affaire Equinor est discutée au Storting. Tina Bru, ministre du Pétrole et de l'Energie, s'était dite favorable à la proposition du comité d'élection du conseil d'administration du groupe de remplacer un de ses huit membres. Le souhait de la ministre de renforcer les mécanismes de surveillance des activités d'Equinor a été confirmé par le Storting le 10 juin. En plus d'une réunion annuelle avec la direction, la ministre souhaite que l'entreprise rapporte sur son activité aux Etats-Unis séparément de son activité globale. Equinor, de son côté, a annoncé que ses activité internationales seront examinées par PwC, dont le rapport final sera publié en octobre.

L'affaire Nicolai Tangen continue. Le comité de contrôle du Storting pour la Banque de Norvège (*Representantskapet*) a envoyé une lettre au Storting sur le processus de son recrutement à la direction du Fonds pétrolier. S'inquiétant du risque de conflit d'intérêt par rapport au fonds AKO, le comité estime que tous les contrats nécessaires ne sont pas finalisés, et qu'il reste à établir de bons mécanismes de contrôle. La commission des finances a convoqué Øystein Olsen, gouverneur de la Banque de Norvège, et le Representantskapet, pour une audition le 11 août. Elle remettra son avis le 21 août, soit 11 jours avant la prise de fonctions prévue de M. Tangen.

Equinor et Aker BP ont trouvé un accord sur l'exploitation du gisement Noaka. Après plusieurs années de négociations, les compagnies pétrolières Equinor et Aker BP se sont accordées sur la réalisation de ce projet en mer du Nord. Deux plateformes seront construites, l'une au sud gérée par Aker BP et la deuxième au nord, sans équipages, gérée par Equinor. Les investissements sont estimés à 50-60 Mds NOK (4,6-5,6 M€).

Le comité d'évaluation du cadre éthique des activités du Fonds pétrolier a présenté son rapport. Il propose notamment d'interdire les investissements dans des entreprises qui vendent du matériel militaire à des pays qui les utilisent pour des actes de guerre contraires au droit humanitaire, d'élargir la définition des « armes létales autonomes » pour y inclure les armes fonctionnant par intelligence artificielle, et d'élargir la catégorie « corruption grave » à la criminalité économique grave, notamment pour y inclure le blanchiment. Le comité souhaite également rendre obligatoire le rapport annuel de la Banque de Norvège sur la soutenabilité.

Suède

Les Etats suédois et danois annoncent leur participation à la recapitalisation de SAS. S'agissant de la Suède (1er actionnaire à 14,8%), le ministre de l'Economie, Ibrahim Baylan, a annoncé un apport en capital de l'Etat d'une valeur de 5 Mds SEK (470 M€). Pour ce qui est du Danemark (2ème actionnaire, 14,2%), un engagement similaire a été pris au même moment, sans toutefois qu'un montant ne soit rendu public. Une participation conséquente est aussi attendue de la part de la fondation Wallenberg (6,5% du capital), en pourparlers avec les deux gouvernements depuis plusieurs semaines. Les analystes estiment que le besoin en recapitalisation de SAS porterait sur quelque 12,5 Mds SEK (1,18 Md€). Les gouvernements ont évoqué des mesures d'éco-conditionnalité visant au respect par la compagnie aérienne des exigences de l'accord de Paris. Celles-ci restent toutefois floues à ce stade. On mentionne une hausse de la part des biocarburants dans le kérosène utilisé par SAS et l'acquisition d'avions plus efficaces énergétiquement et, à terme, d'une flotte comprenant des avions 100% électriques ou à l'hydrogène.

En Suède, le soutien à SAS est partie d'un nouveau plan de soutien à l'aérien. Swedavia, l'agence chargée de la gestion des 10 principaux aéroports suédois recevra 3,15 Mds SEK (300 M€) de la part de l'Etat et 100 M SEK (9,5 M€) seront versés aux aéroports régionaux. L'agence de l'aviation civile (*Luftfartsverket*), responsable de la gestion du trafic aérien, recevra quant à elle 900 M SEK (85,5 M€).

Le gouvernement souhaite renforcer les mandats de deux agences pour mieux contrôler les investissements directs susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale ou à l'ordre public, notamment dans les secteurs stratégiques comme la technologie, la santé, l'énergie ou le transport. D'après un projet de loi, l'Inspection des produits stratégiques (ISP) pourrait collaborer avec les Forces de défense suédoises, la police, l'Institut suédois de recherche sur les forces de défense (FOI) et l'Administration suédoise du matériel de défense désormais, pour avoir accès à certaines informations sur les investisseurs étrangers et la société suédoise ciblée. Parallèlement, FOI est chargé de remettre d'ici le 30 novembre une étude sur les investissements étrangers : description des risques que présentent les IDE, précision des caractéristiques générales des investisseurs pouvant s'avérer risqués, identification des domaines et industries dont la sécurité pourrait être potentiellement menacée par les IDE.

Selon l'Office suédois des statistiques (SCB), l'activité économique du pays aurait reculé de 7,3% en avril 2020 par rapport à avril 2019. Ce nouvel indice donne un aperçu mensuel, qui permet d'estimer l'orientation du PIB suédois. Selon SCB, c'est surtout la baisse de la consommation privée et la formation brute de capital fixe (investissement) qui sont à l'origine du fléchissement en avril, et dans une moindre mesure le solde des échanges extérieurs (les importations ont diminué bien plus que les exportations).

La consommation des ménages suédois a chuté de 10% en avril 2020 par rapport à avril 2019. Durant les trois derniers mois, la consommation a diminué de 4,8% par rapport à 2019. Le secteur du transport et plus spécifiquement de l'automobile est le plus impacté par cette diminution, avec une baisse de 29,3% de la consommation. En revanche, la consommation d'électricité, de gaz et de chauffage a augmenté de 2,5%.

La pandémie risque d'accentuer la désyndicalisation en Suède comme dans les autres pays nordiques. Ce mouvement s'est accentué depuis une vingtaine d'années et risque à terme d'affaiblir le « modèle social » reposant sur des partenaires sociaux forts. A l'heure actuelle, le taux de syndicalisation en Suède est de 68%, soit très loin du taux de 85% enregistré au début des années 1990.

	Taux syndicalisation 1993	Taux syndicalisation 2000	Taux syndicalisation 2019
Suède	85%	81%	68%
Finlande	84%	76%	60%
Danemark	77%	72%	53%
Norvège	57%	53%	49%
France	9%	10%	9%

Selon un sondage SCB, 64,3% des suédois seraient contre une adhésion de la Suède à l'UEM et seulement 20,3% se déclareraient pour (contre 62,5% et 21,4% dans le même sondage en novembre 2019). En revanche, 57,2% des personnes interrogées s'estiment satisfaites de l'appartenance du pays à l'UE, et 16,8% sont contre (60,1% et 15,6% en novembre 2019). Le nombre de personnes indécises reste important dans les deux cas de figure.

La proportion de femmes dans les conseils d'administration des entreprises a diminué pour la première fois depuis 7 ans. En dépit de cette récente baisse, la proportion de femmes dans les CA a augmenté de 6,1% à 33,7% depuis 2002.

IKEA annonce vouloir rembourser une partie des aides reçues de 9 pays (Belgique, Croatie, Etats-Unis, Irlande, Portugal, Roumanie, Serbie, République Tchèque) suite à une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévue (407 enseignes sont désormais ouvertes au public sur les 430 implantées dans plus de 50 pays). Le géant de l'ameublement suédois n'a pas souhaité préciser l'ambleur du remboursement à ce stade mais souligne que le groupe a d'ores et déjà entamé un dialogue avec l'administration compétente dans les pays ciblés. Pour mémoire, IKEA a rouvert ses 34 magasins en France le 25 mai, après 10 semaines de fermeture.

Les ventes de H&M ont chuté de 50% au Q2, une baisse en accord avec les estimations du groupe. Cependant, l'activité reprend progressivement avec une chute de 30% des ventes entre le 1er et le 13 juin 2020 par rapport à la même période en 2019. Environ 900 magasins, soit 18% des points de vente de H&M, sont toujours fermés dans le monde.

Amazon devrait être lancé en Suède à l'automne 2020. Le géant américain pourrait, en quelques années, contrôler jusqu'à 50% de certains secteurs du e-commerce suédois, selon le consultant en e-commerce Markus Varsikko.

Ericsson estime que le nombre d'abonnements 5G fin 2020 s'élèvera à 190 M, et 2,8 Mds en 2025. Les réseaux 5G achemineront près de la moitié du trafic mondial de données mobiles d'ici 2025.

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques

Croissance 2020	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Croissance 2021	Islande	Norvège	Danemark	Suède	Finlande
> à 2%					
de 1% à 2%					
de 0% à 1%					
< ou égal à 0%					

Source : Commission Européenne, prévisions de printemps (mai 5).

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
PIB	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-5,3	4,0	-5,5	1,3	-2,0	2,0	**-6,0**	**3,0**	-9	5,0
Banque centrale	-	-	-5,3 à -13,2	3,5 à 6,9	0,4	1,3	-6,9	4,6	-2,4 à -4,8	2,4
Institut stat./conj****.	-3,5 à -5,5	-	-1 à -5	1,1	**-3,9**	**4,3**	**-5,7**	**3,4**	1,7	2,7
Commission*	-5,9	5,1	-6,3	3,7	-5,5	3,0	-6,1	4,3	-5,0	2,4
FMI**	-6,5	6,0	-6,5	3,1	-6,3	2,9	-6,8	5,2	-7,2	6,0
OCDE***	**-5,8**	**3,7**	**-7,9**	**3,7**	**-6,0**	**4,7**	**-6,7**	**1,7**	**-9,9**	**4,6**
SEB	1,8	1,5	1,5	1,5	2,0	1,8	-6,5	5,0	-	-
Nordea	1,7	-	1,0	0,5	1,8	1,6	0,8	1,8	-	-
Danske Bank	-2,5	2,5	1,0	1,4	2,0	2,1	0,7	1,5	-	-

Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2020)
** *World Economic Outlook* (avril 2020)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice*
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

2. *Autres indicateurs macroéconomiques*

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Déficit public	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	-7,2	-1,8	-7,2	-4,0	7,6	-	**-7,8**	**-2,7**	-1,7	-
Commission*	-7,2	-2,3	-7,4	-3,4	4,7	9,2	-5,6	-2,2	-5,9	-2,9
FMI**	-7,0	-0,3	-6,7	-3,8	0,8	3,7	-5,3	-1,6	-6,7	-4,0
OCDE***	**-9,1**	**-7,2**	**-8,4**	**-7,4**	**-2,4**	**-0,1**	**-8,8**	**-8,5**	**-9,8**	**-6,4**

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Dette publique	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
Gouvernement	43,2	41,5	69,1	71,5	-	-	**46,0**	**45,0**	-	-
Commission*	44,7	44,6	69,4	69,6	46,7	43,2	42,6	42,5	48,5	48,8
FMI**	31,8	33,8	59,1	59,9	40,0	40,0	35,4	33,8	31,5	29,6

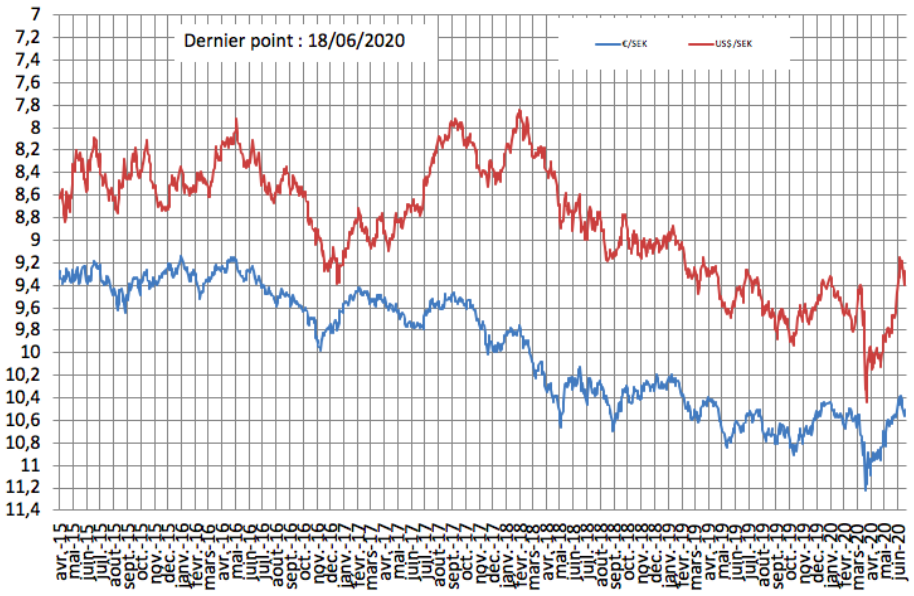
	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Autres	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021	2020	2021
inflation (IPCH)*	0,3	1,3	0,5	1,4	0,3	1,5	0,4	1,1	5,5	4,2
cons. privée*	-6,4	5,9	-7,9	4,9	-7,4	3,3	-5,2	3,4	-5,3	0,2
chômage (BIT)*	6,4	5,7	8,3	7,7	7,1	5,5	9,7	9,3	7,3	6,7

Source :
* *Prévisions de printemps* (mai 2019)
** *World Economic Outlook* (avril 2020, prévision de la dette publique non publiée)
*** *Perspectives économiques* (juin 2020)
**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA , Islande : Statis*

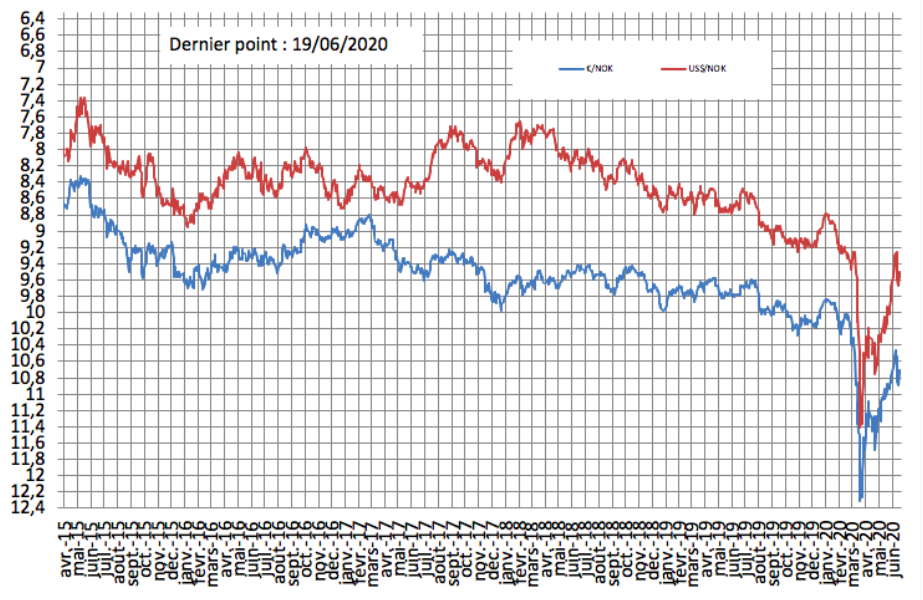
Code couleur des mises à jour :
En gras : mise à jour sans changement
En rouge : dégradation
En vert : amélioration

3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, R. Duvernay, G. Aublé), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, J. Zribi), Oslo (B. Zanghellini, J-M. Barrieu), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaitre, R. Saudrais, J. Grosjean, E.-M. Mounier, P. Charrier).